

Discours de Michel Rocard sur la nomination de Jacques Santer au poste de président de la Commission (Strasbourg, 21 juillet 1994)

Source: Débat au Parlement européen sur la nomination de la Commission Santer- Strasbourg: Parlement européen - Division de l'audiovisuel [Prod.], 21.07.1994. Parlement européen, Strasbourg. - VIDEO (00:03:50, Couleur, Son original).

Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles - Belgique.

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_michel_rocard_sur_la_nomination_de_jacques_santer_au_poste_de_president_de_la_commission_strasbourg_21_juillet_1994-fr-320d4211-1ad2-4f99-a4f2-a43ad8f978c8.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Discours de Michel Rocard sur la nomination de Jacques Santer au poste de président de la Commission (Strasbourg, 21 juillet 1994)

[Michel Rocard] Monsieur le Premier ministre, nos douze pays vieillissent doucement, voyant diminuer à la fois leur taux de natalité, leur part dans le commerce international et leur poids dans les affaires du monde, qu'il s'y agisse de la paix ou du développement. Et nous savons qu'aucune de nos nations n'a la possibilité d'un sursaut isolé. La construction européenne est pour nous la réponse à ce défi, la condition de notre avenir et la clé du destin de nos enfants. Vous l'avez dit, il s'agit de conjurer les démons du passé, Monsieur le Premier ministre, il s'agit plus encore d'affronter les problèmes redoutables du présent: chômage massif, cohésion sociale menacée, marginalisation de millions d'hommes et de femmes, apathie civique et surtout doute croissant sur la capacité de l'Europe à maîtriser ces enjeux mieux que ne peuvent le faire nos nations. L'Europe a donc besoin de «mettre un tigre dans son moteur», pour reprendre une formule publicitaire mais efficace. Cela dépend partiellement du président de la Commission. Pour cette part là, Monsieur le Premier ministre, la fermeté de vos convictions européennes, votre forte réputation d'intégrité, de compétence et de courtoisie vous donnait toutes vos chances devant ce Parlement. Mais l'énergie nécessaire pour renforcer le processus de construction européenne ne dépend pas que du président de la Commission et de la Commission elle-même. Cette énergie dépend aussi de l'équilibre institutionnel et de la situation. Nombreux ont été dans nos rangs, Monsieur le Premier ministre, y compris dans la délégation française du Parti des socialistes européens, ceux qui ne voulaient pas arrêter leur décision avant de vous entendre. Car le veto de monsieur Major, qui ne s'appuie à l'évidence sur aucun intérêt vital de la Grande Bretagne, vient aggraver le jeu de l'unanimité au moment où l'urgence est d'en sortir, affaiblit gravement la Commission devant le Conseil et manifeste un profond mépris du rôle pourtant reconnu au Parlement par le traité de Maastricht. C'est beaucoup, c'est grave et cela crée une situation dont vos seuls talents ne peuvent suffire à dégager nos institutions. Le sachant, Monsieur le Premier ministre, vous n'avez pas eu raison de nous conseiller de ne pas nous tromper de débat. Monsieur Major a ouvert ce que vous venez d'appeler une joute interinstitutionnelle de la dernière gravité. Nous sommes nombreux, et pas seulement sur les bancs socialistes, à considérer comme impossible d'en accepter purement et simplement les conséquences et en ayant fait semblant de l'ignorer, Monsieur le Premier ministre, vous nous inquiétez beaucoup. Nous pouvons comprendre, bien sûr, que vous respectiez de la réserve à l'égard du Conseil européen et de ses procédés, nous pouvons le comprendre. Mais alors il eut fallu au moins parler de l'avenir. Or, il est, Monsieur le Premier ministre, trois mots – j'espère avoir bien écouté, je vous ai prêté une très grande attention –, trois mots que je n'ai pas entendus dans votre propos de tout à l'heure: celui de veto, celui d'unanimité ou celui de majorité. Monsieur le Premier ministre, quand l'Europe piétine, entravée par ses procédures, votre silence sur ces sujets est tonitruant et nous y voyons pour l'avenir une menace d'une extrême gravité. Dans ces conditions, notre vote aura beaucoup moins le sens d'une censure à votre endroit, bien sûr, que celui d'une injonction du Parlement au Conseil européen d'avoir à faire revenir monsieur Major sur son vote. Merci Monsieur le Président.